

# INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

## Vivre Libres

\* Par Robert WHITEHEAD  
Libreville/Gabon

EN ce jour, nous célébrons une idée et un document créés il y a 244 ans, en 1776. Quand les colons des 13 colonies britanniques d'Amérique du Nord réalisèrent que leurs tentatives pour convaincre le Roi d'Angleterre de les accepter comme ses semblables avaient échouées, ils déclarèrent leur indépendance et, comme l'avait proclamé le Président Abraham Lincoln, ils fondèrent une nation nouvelle, conçue dans la Liberté et dévouée au principe selon lequel les Hommes naissent égaux. Onze ans et une guerre plus tard, les fondateurs de mon pays rédigeèrent la Constitution dont nous faisons encore usage aujourd'hui, une constitution qui a établi les pouvoirs gouvernementaux et a garanti les libertés du peuple, parmi lesquelles : la liberté d'expression, la liberté de la presse et la liberté de réunion. Aujourd'hui, nous célébrons ces idéaux et la digne et glorieuse histoire des réalisations des États-Unis d'Amérique. Et elles ont été nombreuses. Parmi nos réalisations, une demeure toutefois irréalisable dans de nombreux pays : notre liberté à pouvoir critiquer et analyser ouvertement et honnêtement notre culture et notre histoire, ses hauts et ses bas. Les historiens de demain trouveront des sujets de réflexion en l'an 2020. Cette année – qui n'est qu'à moitié terminée – a déjà montré les sommets de l'ingéniosité américaine et les tréfonds de ses préjugés sociaux. Nous avons assisté à un renouveau de l'exploration spatiale américaine avec le lancement de la Fusée Space X. Nous avons vu des personnes de générations et de milieux différents s'unir pour protester contre l'injustice raciale. Nous nous sommes rassemblés – scientifiques, personnel médical et simples citoyens – pour lutter contre la Covid-19 aux États-Unis et partout ailleurs.

Nous avons également été confrontés à la perpétuation des inégalités actuelles avant même la création de notre pays par l'avilissement et la dépréciation des personnes sur la base de leur couleur de peau. La digne histoire des États-Unis se retrouve entachée par le traitement qu'ils réservent aux minorités. Nous avons souvent nié les droits des "autres", en conférant ce statut à des groupes en fonction de la race, du genre, de l'ethnie, de l'orientation sexuelle ou du handicap. Mais notre Constitution nous rassemble, et les droits que ce document confère à la nation nous donnent les outils nécessaires pour la lutte contre l'inégalité. La liberté d'expression permet au peuple de dénoncer les injustices. La liberté de la presse permet aux citoyens de s'enquérir des torts et d'ajouter leur voix au chœur qui, à l'unisson, réclame le changement. La liberté de réunion permet au peuple de protester pacifiquement pour le changement.

En tant qu'homme de race blanche, j'ai bénéficié du privilège que ce statut ethnique et de genre a traditionnellement conféré aux États-Unis. Ces libertés permettent aux citoyens de dénoncer les injustices et d'apporter des réformes positives. Les choses n'ont pas été facile(s), et le sont encore moins aujourd'hui. L'injustice a ruiné la vie et les moyens de subsistance du peuple. George Floyd n'est que le plus récent ajout à une longue liste de victimes d'injustice qui aurait pourtant dû cesser de s'allonger il y a déjà plusieurs décades. Tout au long de notre histoire, les manifestants ont dû faire face à des foules en colère, aux attaques des chiens et à des bigots qui toléraient implicitement la brutalité policière. Pourtant, les manifestants ont persévéré, sur la base des droits garantis par notre Constitution, notre pierre angulaire.

Il y a une autre raison importante pour laquelle ceux qui exigent des réformes ont dû prendre sur eux : le caractère du peuple américain. Tout comme le racisme et le sexisme ont fait partie de l'histoire de l'Amérique, l'activisme aussi. Des paroles émouvantes de l'ancien esclave Frederick Douglass à la proclamation relative à l'affranchissement des esclaves par le Président Lincoln, en passant par les manifestations de la militante Alice Paul avec le "Droit de Vote aux Femmes" devant la Maison-Blanche et les marches organisées à la suite de la mort choquante de George Floyd. Les Américains se sont levés pour exiger des réformes afin de faire progresser les droits humains et l'égalité des personnes, quelle que soit leur "altérité". Au travers de cela, les principes sur lesquels les fondateurs de notre pays ont créé leur nouvelle nation ont perduré : liberté et justice pour tous.

En tant qu'homme de race blanche, j'ai bénéficié du privilège que ce statut ethnique et de genre a traditionnellement conféré aux États-Unis. En tant qu'époux d'une femme africaine et père d'enfants afro-américains – dans tous les sens du terme – je comprends également le fardeau que la race impose aux citoyens d'autres races, et les précautions supplémentaires qu'ils doivent prendre pour assurer leur bien-être. Ce sont des précautions que je n'ai jamais eu à prendre, une lassitude qui, avec le temps, peut devenir décourageante. Je suis fier de mon fils, agent de la force publique fédérale, et le fait de voir les extraits de film sur le comportement brutal des agents et des représentants de la loi, comme en témoigne la mort de George Floyd, m'a profondément dégoûté et attristé. Cependant, j'ai également été réconforté de voir tant d'autres agents des forces de l'ordre locales travailler avec les manifestants. La police de Waukesha, dans le Wisconsin, à genoux avec les manifestants ; le chef de la



Photo: AFP

**Robert Whitehead, chargé d'affaires à l'ambassade des États-Unis au Gabon.**

Police de Grand Rapids, dans le Michigan, ma ville natale, demandant à rencontrer les organisateurs de la manifestation pour discuter de la manière dont son département pourrait connaître des améliorations ; le Sheriff de Flint, dans le Michigan, marchant avec les manifestants. Sans une telle coopération entre les personnes, sans protestations pacifiques et sans débats sur la question raciale, les privilèges et les préjugés inconscients, ni l'Amérique ni le monde ne peuvent aller de l'avant. Je suis consterné par le fait que, 400 ans après l'arrivée des premiers esclaves dans ce qui est aujourd'hui l'État de Virginie, 155 ans après la fin de la Guerre civile et 58 ans après la Loi sur les Droits Civiques de 1964, le spectre du racisme persiste encore aux États-Unis. Mais je suis également fier que les Américains

exercent toujours leur droit de protester contre les inégalités et de réclamer justice, que la presse rende librement compte de ces efforts, que les militants puissent s'exprimer librement et que notre système tienne pour responsables ceux qui cherchent à étouffer les droits des "autres".

Le 04 juillet de cette année est particulièrement poignant. En tant que nation, nous rappelons les grands pas que les États-Unis ont faits vers l'égalité, mais nous devons également réfléchir à ce qu'il reste à accomplir pour que le principe central de la Déclaration d'Indépendance de 1776, selon lequel "tous les hommes (et toutes les femmes) sont créés égaux", soit toujours d'actualité.

**Chargé d'Affaires à l'ambassade des États-Unis au Gabon**